

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

SM/CH/2013-406

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : 21

Subdivision : 3

Nom de l'inspecteur : Sophie MAUDRY

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : par téléphone

Date de l'inspection : 24/06/2013

Type d'inspection :

☒ approfondie

ou

☐ courante

ou

☐ ponctuelle

☐ inopinée

ou

☒ annoncée

☒ planifiée

ou

☐ circonstancielle

☐ carrière avec RGIE

ou

☐ carrière sans RGIE

Motif de la planification : contrôle de la mise en conformité demandée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mars 2012

Société : Société BRUGERE Fernand

Commune : CHATILLON-SUR-SEINE

Activité : Fabrication de plaquage hêtre

AS / A / E / D / NC

Priorité : autres

Liste des installations inspectées : ensemble du site hormis la chaufferie, les séchoirs et l'atelier maintenance

Thème : suites réservées à la précédente visite – Respect de la mise en demeure en date du 12 mars 2012

Référentiel de l'inspection : certaines prescriptions des arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral en date du 28 août 1998, en particulier les articles 19.2 ; 19.3 ; 21 ; 22.3 ; 11.4 ; 11.1 ; 11.2 ; 33 ; 25 ; 18 ; 32.5.
- Arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2002, en particulier les articles 5 et 6.
- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier l'article 18.

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

M. VACHEYROUT : Directeur du site

M. LAFAURY : Responsable du personnel du site

Mme HEINTZELMANN : Animatrice Sécurité-Environnement (association EC2)

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

Le jour de la visite d'inspection, les installations étaient en fonctionnement. L'effectif est de 69 personnes. Une modification a été effectuée sur le site depuis la dernière visite d'inspection. Elle concerne la zone dédiée au sciage des plaques de contreplaqué. D'après l'exploitant, la puissance globale destinée à cette activité (sciage) ne va pas évoluer (remplacement de la scie existante par un outil plus récent). Pour accueillir cet équipement, le bâtiment existant a été agrandi.

L'exploitant a exprimé ses difficultés financières, la société étant en redressement judiciaire jusqu'au 02/11/2013 (fin de la 3ème période d'observation).

Par arrêté préfectoral en date du 12/03/2012, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les articles suivants des arrêtés préfectoraux du 28/08/1998 et du 18/03/2002 :

- l'article 21 de l'arrêté du 28/08/1998 en établissant et en tenant à disposition de l'inspection des installations classées les résultats des contrôles de rejets à l'atmosphère ;
 - concernant l'installation de combustion fonctionnant au gaz naturel, de respecter les valeurs limite de rejet fixées à l'article 6 de l'arrêté du 18/03/2002,
 - concernant les installations autre que les installations de combustion, de respecter les valeurs limite de rejet fixées à l'article 19.3 de l'arrêté du 28/08/1998.
- l'article 22.3 de l'arrêté du 28/08/1998 en effectuant une mesure de l'émission sonore de l'établissement ;

L'exploitant a été mis en demeure de respecter également l'article 18 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 en réalisant l'analyse du risque foudre du site.

Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté que les articles suivants n'étaient pas respectés :

- l'article 21 de l'arrêté du 28/08/1998,
- l'article 18 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Concernant le respect de l'article 21 précité et concernant les installations de combustion, l'exploitant a indiqué que la chaudière fonctionnant au gaz naturel n'est utilisée qu'en cas de secours de la chaudière bois. Il a présenté le relevé de consommation de gaz pour la période de juin 2012 à mai 2013. D'après ce relevé, la consommation est nulle à partir de décembre 2012.

Compte tenu de la fréquence de fonctionnement, l'exploitant a demandé quelle était la démarche à adopter. Dans un premier temps, il est demandé à l'exploitant de définir précisément les périodes de fonctionnement prévues de cet équipement.

L'exploitant a justifié les différents manquements par la situation économique de l'entreprise et par la date de fin procédure de redressement judiciaire. Il a proposé l'échéancier de réalisation suivant (en cas décision favorable à l'entreprise le 02/11/2013) :

- réalisation de l'analyse du risque foudre : septembre 2014,
- analyse des rejets atmosphériques : septembre 2015.

• **Autres constats effectués lors de la visite d'inspection**

Le jour de la visite d'inspection, il a été effectué également les constatations suivantes :

- le bâtiment destiné à la fabrication de contreplaqué n'était pas sur rétention (dispositifs mis en place insuffisants),
- des conteneurs contenant de la colle et de l'huile n'étaient pas stockés sur rétention et sur un sol non étanche,
- un RIA, dont l'affiche indiquait que la dernière vérification a été effectuée en 2010, n'était pas relié aux canalisations d'alimentation en eau.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection les justificatifs de la levée de l'ensemble des écarts identifiés lors de la visite. Il transmettra également un échéancier de mise en œuvre des actions correctives prévues.

Suites envisagées : Propositions de suites au préfet

Liste des documents établis suite à la visite : Tableau des constats, lettre à l'exploitant, propositions de suites au préfet

Dijon, le 01/08/2013

L'inspecteur de l'environnement
spécialité installations classées,


Sophie MAUDRY

Vérification et approbation :

Le responsable de l'unité territoriale de Côte d'Or


Yves LIOCHON

ANNEXE

Tableau des constats
Société BRUGERE à CHATILLON-SUR-SEINE
Visite d'inspection du 24 juin 2013

Référentiel :

- Arrêté préfectoral en date du 28 août 1998 (AP),
- Arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2002 (APC),
- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (AM).

Articles	Points vérifiés	Commentaires/Observations effectuées lors de la visite d'inspection du 16/02/2012	Nature du constat effectué le 24/06/2013	Commentaires/Observations Visite d'inspection du 24/06/2013																	
Articles visés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/03/2012																					
18 de l'AM	<p>Analyse du risque foudre Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>	<p>L'analyse du risque foudre n'a pas été réalisée.</p>	Non-conforme	<p>L'analyse n'a pas été réalisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué ses difficultés économiques pour la réalisation de cette étude.</p>																	
19.2, 19.3 et 21 de l'AP	<p>Article 19 - Normes de rejet</p> <p>19.2 Installations de combustion</p> <p>modifié par l'art. 5 de l'APC</p> <p>19.3 Installations autres que les installations de combustion</p> <p>Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :</p> <table><tr><th rowspan="2">Identification du rejet et n° du repère sur plan annexé</th><th rowspan="2">Paramètres à contrôler</th><th rowspan="2">Normes d'analyses et de mesures</th><th colspan="3">Valeurs limites</th></tr><tr><th>Débit maximal (m3/h)</th><th>Concentration (mg/Nm3)</th><th>Flux instantané (kg/h)</th><th>Flux journalier (kg/j)</th></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>	Identification du rejet et n° du repère sur plan annexé	Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures	Valeurs limites			Débit maximal (m3/h)	Concentration (mg/Nm3)	Flux instantané (kg/h)	Flux journalier (kg/j)								<p>L'exploitant fait procéder à un contrôle trimestriel par la société Babcock Wanson avec laquelle il a passé un contrat d'assistance. Cependant, à ce jour, le contrôle de la vitesse des gaz, de la teneur en SO2 et en poussières n'a pas été réalisé.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire procéder à un contrôle complet pour les installations de combustion et</p>	Non-conforme	<p>Installations autres que les installations de combustion :</p> <p>Les analyses des rejets atmosphériques n'ont pas été effectuées. L'exploitant a indiqué ne pas pouvoir les réaliser à cause de la situation économique actuelle de son entreprise.</p>
Identification du rejet et n° du repère sur plan annexé	Paramètres à contrôler				Normes d'analyses et de mesures	Valeurs limites															
		Débit maximal (m3/h)	Concentration (mg/Nm3)	Flux instantané (kg/h)		Flux journalier (kg/j)															

	<table><tr><td>Cyclone broyeur</td><td>Poussières</td><td>NF X 44 052</td><td>21 600</td><td>50</td><td>1,08</td><td>17,28</td></tr><tr><td>Cyclone bât. 25</td><td>Poussières</td><td>NF X 44 052</td><td>19 000</td><td>50</td><td>0,95</td><td>15,02</td></tr><tr><td>Cyclone bât. 21</td><td>Poussières</td><td>NF x 44 052</td><td>2 700</td><td>50</td><td>0,067</td><td>1,072</td></tr></table> <p>Article 21 – Les documents visés à l’article 9 de l’AP sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, les suivants :</p> <p>...</p> <p>— résultats des contrôles des rejets à l’atmosphère ;</p> <p>...</p>	Cyclone broyeur	Poussières	NF X 44 052	21 600	50	1,08	17,28	Cyclone bât. 25	Poussières	NF X 44 052	19 000	50	0,95	15,02	Cyclone bât. 21	Poussières	NF x 44 052	2 700	50	0,067	1,072	pour les installations de dépoussiérage.	
Cyclone broyeur	Poussières	NF X 44 052	21 600	50	1,08	17,28																		
Cyclone bât. 25	Poussières	NF X 44 052	19 000	50	0,95	15,02																		
Cyclone bât. 21	Poussières	NF x 44 052	2 700	50	0,067	1,072																		
5 et 6 de l’APC	<p>Article 5 : Le tableau figurant à l’article 19.2 de l’AP est remplacé par le tableau suivant :</p> <table><tr><th rowspan="2">Identification du conduit</th><th colspan="2">Caractéristiques des gaz rejetés à l’atmosphère</th></tr><tr><th>Température des gaz (°C)</th><th>Vitesse des gaz (m/s)</th></tr><tr><td>Conduit 1</td><td>200</td><td>4</td></tr><tr><td>Conduit 2</td><td>100</td><td>4</td></tr><tr><td>Conduit 3</td><td>236</td><td>8</td></tr></table> <p>Article 6 : Les valeurs limites de rejet pour l’installation de combustion au gaz naturel sont les suivantes : SO2 - Oxyde de soufre : 35 mg/Nm3 Nox - Oxyde d’azote : 150 mg/Nm3 CO - Monoxyde de carbone : 100 mg/nm3 Poussières : 5 mg/nm3</p>	Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés à l’atmosphère		Température des gaz (°C)	Vitesse des gaz (m/s)	Conduit 1	200	4	Conduit 2	100	4	Conduit 3	236	8		Observations							
Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés à l’atmosphère																							
	Température des gaz (°C)	Vitesse des gaz (m/s)																						
Conduit 1	200	4																						
Conduit 2	100	4																						
Conduit 3	236	8																						
22.3 de l’AP	<p>Contrôles périodiques des émission sonores</p> <p>L’exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l’occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d’exploitation, et au minimum tous les cinq ans, à une mesure d’émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l’inspecteur des installations classées pour la protection de l’environnement.</p>	Le contrôle d’émission sonore n’a pas été réalisé.	Observations																					
			<p><u>Installation de combustion au gaz naturel :</u></p> <p>L’exploitant a indiqué que la chaudière fonctionnant au gaz naturel n’est utilisée qu’en cas de secours de la chaudière bois. Il a présenté le relevé de consommation de gaz pour la période de juin 2012 à mai 2013. D’après ce relevé, la consommation est nulle à partir de décembre 2012.</p> <p>Compte tenu de la fréquence de fonctionnement, l’exploitant a demandé quelle était la démarche à adopter.</p> <p>1. L’exploitant définira précisément les périodes de fonctionnement prévues de cet équipement.</p>																					
			<p>Transmission de l’exploitant par courrier en date du 13/06/2012 du rapport de mesurage acoustique réalisé par VERITAS. D’après ce rapport, les valeurs relevées sont conformes aux prescriptions de l’arrêté.</p>																					

Articles non visés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/03/2012 mais ayant fait l'objet d'observations de la part de l'inspection

11.4 de l'AP	<p>Prévention des pollutions accidentelles des eaux Le bâtiment abritant le stockage de colle est disposé en rétention d'un volume au moins égal à la capacité du stockage par la mise en place d'un seuil d'au moins 5 cm de haut.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. [...] Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles. Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>	<p><i>Dans l'atelier de fabrication des contreplaqué :</i> Les consignes concernant les barrières de rétention sont affichées dans l'atelier, à proximité des portes.</p> <p><i>Au niveau du stockage de colle :</i> Lors de la visite d'inspection, la rétention était propre. Cependant, le volume de rétention est insuffisant.</p>	<p>Non-conforme</p> <p>Observations</p> <p>Non-conforme</p>	<p>Une consigne était présente au niveau de l'une des deux portes de l'atelier de fabrication des contreplaqués. L'autre porte se situait au niveau de la zone en chantier (changement de la scie – extension du bâtiment). Une barrière, utilisée pour la mise sur rétentions du bâtiment, était présente. La mise sur rétentions du bâtiment nécessite deux barrières. Le dispositif était donc insuffisant.</p> <p>2. L'exploitant mettra en place le dispositif manquant et transmettra les justificatifs à l'inspection.</p> <p>La rétention du groupe hydraulique à proximité des stockage de colle n'était pas vide.</p> <p>3. L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de levée de la non-conformité constatée.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, il a été observé notamment, dans le bâtiment situé en face des locaux administratifs (côté voies ferrées) des conteneurs d'huiles et de colles hors rétentions et sur une surface non étanche (environ 3 m3 de déchets).</p> <p>4. L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs d'enlèvement des déchets dangereux constatés, dans l'attente, ils devront être stockés sur rétention.</p>
11.1 de l'AP	<p>Limitation des consommations d'eau Les installations de prélèvement d'eau, qu'elle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Le compteur d'eau a été réparé.</p> <p>L'exploitant procède à un relevé des compteurs d'eau une fois par mois. Il est demandé à l'exploitant de procéder au relevé hebdomadaire des deux compteurs d'eau (réseau et puits).</p>	<p>Observations</p>	<p>Présentation du tableau du relevé du compteur d'eau (réseau et forage) : le relevé est effectué toutes les semaines ou toutes les trois semaines environ.</p> <p>Pour le mois de mai 2013, la consommation moyenne était d'environ 330 m3/semaine pour le forage et 20m3 pour le réseau.</p>

11.2 de l'AP	Réseaux En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage et équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.	Les clapets anti-retour n'ont pas été contrôlés à ce jour. D'après l'exploitant, le prestataire ne peut pas réaliser le contrôle sur ce type d'installation. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs anti-retour installés sur les installations de prélèvement d'eau.	Observations	Un clapet anti-retour a été mis en place sur le site début juin (présentation de la facture de VEOLIA en date du 30/05/2013). La documentation technique n'était pas disponible sur site le jour de la visite.																																				
33 de l'AP	Contrôles Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an. Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.	Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par la société VERITAS du 31/05/2011 au 08/06/2011. Le rapport VERITAS fait état de 283 observations dont la plupart avaient déjà été mentionnées les années précédentes. Il est demandé à l'exploitant de mener les actions correctives suite au dernier contrôle des installations électriques.	Observations	D'après les annotations faites sur le rapport de vérification des installations électriques de 2011, environ 60 non-conformités ont été levées. L'exploitant a présenté le rapport de vérification effectué en décembre 2012 par l'APAVE : 132 non-conformités ont été identifiées. Le rapport précise des limites d'intervention lors de la visite (accès impossible sur certaines installations). L'exploitant a indiqué que, pour des raisons économiques, l'effectif du personnel maintenance a été réduit de 30 %. Il a présenté un tableau d'avancement de la levée des non-conformités identifiées.																																				
Articles non visés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/03/2012																																								
25 de l'AP	<table><tr><th>Déchets</th><th>Désignation du déchet</th><th>Mode de stockage</th><th>Quantité maxi stockée sur site</th></tr><tr><td></td><td>Bois – chutes de sciures</td><td>vrac</td><td>100 m3</td></tr><tr><td></td><td>Bois – plaquettes et noyaux</td><td>vrac</td><td>400 m3</td></tr><tr><td></td><td>Déchets industriels banals</td><td>benne</td><td>10 m3</td></tr><tr><td></td><td>Déchets bureaux</td><td>sacs</td><td>1 m3</td></tr><tr><td></td><td>Ferrailles</td><td>vrac</td><td>10 t</td></tr><tr><td></td><td>Cendres</td><td>vrac</td><td>200 m3</td></tr><tr><td></td><td>Eaux de lavage de l'encolleuse</td><td>citerne</td><td>8 m3</td></tr><tr><td></td><td>Huiles</td><td>citerne</td><td>1 m3</td></tr></table>		Déchets	Désignation du déchet	Mode de stockage	Quantité maxi stockée sur site		Bois – chutes de sciures	vrac	100 m3		Bois – plaquettes et noyaux	vrac	400 m3		Déchets industriels banals	benne	10 m3		Déchets bureaux	sacs	1 m3		Ferrailles	vrac	10 t		Cendres	vrac	200 m3		Eaux de lavage de l'encolleuse	citerne	8 m3		Huiles	citerne	1 m3	Observations	Le jour de la visite d'inspection, il a été observé notamment : <ul style="list-style-type: none">dans le bâtiment situé en face des locaux administratifs, côté voies ferrées :<ul style="list-style-type: none">des ferrailles (anciennes machines, compresseurs anciens, moteurs). Cette zone étaient très encombrée.des conteneurs d'huiles et de colles hors rétentions (environ 3 m3),des bouteilles de gaz,des conteneurs souillés (environ 15)en extérieur :<ul style="list-style-type: none">2 bennes contenant des déchets de ferrailles, pneumatiques, fûts vides...1 benne de déchets en mélange
Déchets	Désignation du déchet	Mode de stockage	Quantité maxi stockée sur site																																					
	Bois – chutes de sciures	vrac	100 m3																																					
	Bois – plaquettes et noyaux	vrac	400 m3																																					
	Déchets industriels banals	benne	10 m3																																					
	Déchets bureaux	sacs	1 m3																																					
	Ferrailles	vrac	10 t																																					
	Cendres	vrac	200 m3																																					
	Eaux de lavage de l'encolleuse	citerne	8 m3																																					
	Huiles	citerne	1 m3																																					

			<p>L'exploitant a indiqué notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets de sciures de bois étaient brûlés dans la chaudière, • les eaux de lavage de l'encolleuse sont recyclées dans le process. <p>L'exploitant procédera à l'enlèvement des déchets qui le nécessitent (cf. constats à l'article 11.4 de l'AP).</p>
	Stockage bouteilles de gaz	Observations	<p>Il a été observé la présence de bouteilles de gaz à différents endroits du site (bouteilles utilisées pour les chariot élévateurs). L'un, en particulier, était stocké à côté de palettes de bois.</p> <p>5. L'exploitant déplacera les stockages de gaz qui le nécessitent.</p>
18	Système de traitement des effluents atmosphériques	Observations	<p>Lors de la visite, il a été constaté que le système de traitement de effluents gazeux (derrière l'atelier des dérouleuses) était fortement chargé. La trémie et la goulotte permettant d'évacuer les fines étaient complètement obstruées par les poussières.</p> <p>L'exploitant a procédé au nettoyage de la partie de l'équipement encombré pendant le reste de la visite d'inspection.</p> <p>L'exploitant a justifié ce manquement par la réorganisation du personnel suite au départ des personnes en charge de ce poste.</p> <p>6. Il est demandé à l'exploitant d'établir une procédure de vérification des équipements de traitement des rejets atmosphériques. Il la tiendra à disposition sur le site.</p>
32.5	<p>Système d'extinction L'établissement doit être doté au moins de : [...] - les RAI sont disposés de manière à ce que chaque point puisse être arrosé ; ils sont au nombre de 5 dans le bâtiment abritant la nouvelle ligne de déroulage et de 9 répartis sur les autres bâtiments. [...] L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.</p>	Non-conforme	<p>Dans le bâtiment de fabrication des contreplaqués, à proximité de l'une des issues, il a été observé la présence d'un RIA dont l'affiche indiquait que la dernière vérification a été effectuée en 2010.</p> <p>Cet équipement n'était pas relié aux canalisations d'alimentation en eau.</p> <p>7. L'exploitant devra mettre en place les actions nécessaires afin de lever la non-conformité constatée. Il transmettra les justificatifs à l'inspection sous 15 jours.</p>

			<p>8. De plus, il transmettra à l'inspection une synthèse des équipements (RIA) présents sur le site en indiquant les dates des dernières vérifications effectuées.</p>
--	--	--	---